

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



Russie : Reforme des forces armées

Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Bakary DIARRASSOUBA
dans le cadre du séminaire « Russie »

Sous la direction d'Isabelle FACON
Chargée de recherche
Fondation pour la Recherche Stratégique.

Avril 2005

SOMMAIRE

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE :L'ETAT DE L'APPAREIL MILITAIRE

11-Insuffisance du financement des forces

12-Situation du complexe militaro-industriel

13-structure des forces

14-problèmes sociaux

DEUXIEME PARTIE :LES AMBITIONS INTERNATIONALES DE LA RUSSIE

21- Relations Russie/espace ex-soviétique.

22- Relations Russie/Union Européenne, OTAN, Etats-Unis

23-Relations Russie/Asie

TROISIEME PARTIE :LA REFORME EN COURS

31-Les grandes étapes de la reforme.

32-Les premiers résultats.

33-Difficultés et obstacles.

CONCLUSION

INTRODUCTION

Née de l'effondrement de l'URSS en 1991, la fédération de Russie hérite d'une économie sinistrée*. Après l'échec de son projet d'armée en commun avec les nouveaux États de la CEI, elle crée en 1992 ses propres forces armées constituées des deux tiers des effectifs de l'armée soviétique soit près de 2,8 millions d'hommes.

Au lendemain de la guerre froide, pendant que la plupart des pays occidentaux opèrent à des degrés divers des réajustements de leurs appareils militaires (procédant généralement à des réductions d'effectifs accompagnées d'une modernisation continue des équipements), l'armée russe de par son volume et ses problèmes internes, constitue un risque pour l'intégrité de la nouvelle fédération et sa restructuration s'impose.

Malgré ses importants acquis scientifiques et technologiques hérités de l'ère bipolaire et ses énormes réserves de matières premières, notamment en hydrocarbures, la Russie, du fait du délabrement de sa situation socioéconomique à reconstruire, voit son influence décliner sur la scène internationale principalement occupée par les États-Unis.

Elle se trouve confrontée à deux défis majeurs : premièrement, réussir sa mutation du communisme à une société libérale de type occidental et deuxièmement, reformer son outil militaire en tenant compte des exigences de sa nouvelle société pour soutenir ses ambitions internationales.

Dans ce contexte, entre difficile mutation à l'économie de marché et ambitions de puissance, la Russie ne peine-t-elle pas à orienter et à mettre en œuvre sa réforme militaire ?

La réforme des forces armées russes est mise en œuvre dans un environnement sociopolitique et économique bouleversé et est freinée par le manque de moyens financiers et par la difficulté au niveau de certaines élites dirigeantes et surtout de la haute hiérarchie militaire, à dépasser les réflexes de la guerre froide.

En effet, même s'il est vrai qu'on ne peut plus maintenant parler de rivalité entre les

* Alors que le PNB de l'URSS était le second plus grand au monde, celui de la nouvelle Russie ne figurait qu'au 14^e rang. voir Ludmilla Selzneva, « Post-soviet foreign policy : between doctrine and pragmatism », EUROPEAN SECURITY, vol.11, winter 2002, number 4, Editor Rick Fawn, University of St Andrews

Etats-Unis et la Russie, cette dernière étant préoccupée par le redressement de sa situation socioéconomique interne, une large partie de l'élite dirigeante russe demeure encore nostalgique de la puissance perdue.

Le vaste thème de la réforme des forces armées russes peut être abordé sous plusieurs angles. L'approche qui en a été faite ici s'attache à souligner le contexte particulier de rupture dans lequel la nouvelle fédération a eu à mettre en œuvre la restructuration de son outil de défense et les énormes difficultés et incertitudes qui en résultent.

Dans cette optique on abordera dans un premier temps la situation de l'appareil militaire au début de la décennie 90. Ensuite on s'interrogera sur les ambitions internationales de la Russie qui doivent influencer sur la conception de l'outil de défense et par conséquent orienter les réformes à mettre en œuvre.

Enfin on fera un point général des réformes en cours tout en gardant à l'esprit le contexte d'incertitudes géopolitiques et stratégiques dans lequel elles s'opèrent.

PREMIERE PARTIE : L'ETAT DE L'APPAREIL MILITAIRE

Le projet de Moscou de création d'une armée commune à tous les Etats membres de la CEI fut mis en échec par certaines républiques comme l'Ukraine qui en janvier 1992 créa sa propre force de défense.

Dans ce contexte la Russie fut donc résolue à créer ses propres forces : le 16 mars 1992 le ministère russe de la défense voit le jour et le 7 mai parait le décret portant formation des forces armées ⁽¹⁾.

La nouvelle armée fédérale, principale héritière de l'armée soviétique dont elle a gardé la quasi-totalité des forces classiques, rapatriées ou maintenues sur place dans des bases militaires russes sauf en Biélorussie et en Ukraine (à l'exception de la flotte de la mer noire), compte près de 2,8 millions d'hommes et représente un fardeau pour les capacités économiques de la Russie.

11-Insuffisance du financement des forces.

Au lendemain de la guerre froide, face au bouleversement brutal de son environnement sociopolitique et surtout du fait de ses problèmes économiques, la Russie peine à financer son énorme armée au moment où en occident la tendance est à la réduction des dépenses militaires, généralement traduite par une réduction des effectifs et par un effort de modernisation des équipements.

Le budget militaire fixé à 3,5% du PIB par décret de Boris Eltsine a toujours été en réalité moindre ⁽²⁾.

Le taux de remplacement des équipements est inférieur à celui en vigueur dans les pays occidentaux. Les équipements modernes ne représentent que 30% de l'arsenal des forces.

Les forces aériennes enregistrent un taux de disponibilité opérationnelle de 35% pour les avions d'après leur commandant en chef Vladimir Mikhailov (Interfax-AVN, 15 octobre 2003)⁽³⁾.

(1) GLOAGUEN Cyrille, « Les forces armées russes ont dix ans », le courrier des pays de l'Est, n°1022, février 2002.

(2) SOLOVIEV Vadim, « La réforme militaire en Russie », AGIR-REVUE GENERALE DE STRATEGIE, n°11/12, Eté-Automne 2002

(3) .FACON Isabelle, « Les ambivalences de la transformation des , forces armées russes », l'Economie politique, n°21, trimestriel –janvier 2004.

On note le manque d'équipages et de matériel de réparation pour les avions tandis que le nombre de navires a diminué de presque 20% pour défaut de maintenance. La faiblesse du financement affecte l'entraînement opérationnel surtout dans les armées techniques que sont les forces navales et aériennes. Les navires ne participent plus à des entraînements en formations constituées..., leur nombre étant insuffisant et les pilotes ne volent plus que 10 à 20 heures par an contre une moyenne de 180 heures pour leurs homologues de l'OTAN ⁽¹⁾.

Dans le domaine nucléaire, l'incapacité, faute de moyens financiers suffisants, de construire un grand nombre de sous-marins lance-engins (SNLE) avec une flotte de soutien logistique conséquente, plaide pour un renforcement des ICBM (Inter-Continental Ballistic Missile) au détriment des SLBM (Submarine-Launched Ballistic Missile, missile balistique lancé depuis un sous-marin) ⁽²⁾

Les problèmes financiers allaient jusqu'à la remise en cause du paiement des soldes des militaires, situation particulièrement critique à l'époque Eltsine. Pour les budgets des régions, les dettes des unités militaires représentent presque toujours un fardeau extrêmement lourd et placent les commandants de ces unités dans une situation de dépendance vis-à-vis des autorités locales⁽³⁾

12-Situation du complexe militaro-industriel

La Russie hérite de 70% des entreprises de défense de l'URSS qui employait 7,3 millions de personnes dans l'industrie et 1,3 millions dans la recherche et développement(R&D) ⁽⁴⁾

A l'instar des forces armées, le gigantesque complexe militaro-industriel est en quasi-faillite du fait du manque de financement.

A l'exception de quelques entreprises, l'ensemble de l'industrie de défense russe peine à s'inscrire dans la compétition internationale⁽⁵⁾. En 2002, sur 1700 entreprises, seules 500 sont rentables et plus de 116 sociétés d'importance stratégique sont au bord de la faillite.

(1)(2)(3)(5) GLOAGUEN Cyrille, « Les forces armées russes ont dix ans », le courrier des pays de l'Est, n° 1022, février 2002.

(4) TRENIN Dmitri, « Stratégie russe : une difficile naissance », Politique étrangère, n°1/1997.

Au début des années 1990, la désorganisation du système d'exportation ouvre la voie à toute sorte d'abus (exportations par officiers généraux et industriels à leur propre compte⁽¹⁾); cette désorganisation a favorisé l'existence de liens avérés entre les structures criminelles et l'industrie de défense. Les entreprises pour la plupart dépassées sur le plan technologique sont souvent maintenues pour des raisons sociales parce que représentant souvent l'unique source d'emploi. L'obsolescence des sites de production atteint 60% dans le domaine spatial et 80 à 96% dans l'armement conventionnel.

La faiblesse des capitaux entraîne un sous financement de la R&D (en 1998, elle équivaut à 4% de la R&D américaine et le chiffre d'affaires des 5 plus grandes compagnies aérospatiales russes est inférieur à celui de Mac Donald !) ⁽²⁾. Cette difficile conjoncture s'accompagne d'une déperdition de la ressource humaine : 50% des meilleurs spécialistes ont quitté leurs entreprises pour le civil ou l'étranger, trois années après la chute de l'URSS. Cette désaffection pour l'industrie de défense consécutive à une détérioration générale de l'image de l'armée se traduit par un vieillissement du personnel des usines d'armement dont l'âge moyen est de 58-59 ans.

Mais malgré ce tableau sombre, la part de la Russie dans le commerce mondial des armements ne cesse d'augmenter depuis la disparition de l'URSS et elle maîtrise la quasi-totalité des filières de construction de ses équipements, à des rares exceptions près comme celles des missiles et des composants électroniques pour avions, dont la production est essentiellement assurée par l'Ukraine ⁽³⁾. Dans le même temps aussi, l'armée est incapable de remplacer des équipements hors d'âge pour des raisons budgétaires. Les exportations, principalement vers l'Asie (80% vers l'Inde, la Chine et le Vietnam entre 1994 et 1997) ⁽⁴⁾, seule bouée de sauvetage pour les industries de défense russes, vu la faiblesse des commandes de l'Etat, est le fait d'une poignée de grandes entreprises qui exporte et se modernise en se frottant à la concurrence internationale. Les ventes d'armes à l'extérieur équivalaient à 4,5 milliards de dollars en 2002 soit le double des commandes annuelles russes ⁽⁵⁾.

L'industrie de défense reste dans l'ensemble composée d'entreprises gigantesques organisées horizontalement à la soviétique fonctionnant à 15 ou 20% de leur capacité et dont la restructuration nécessite d'énormes investissements financiers que les apports de

(1)(2)(3)(4) GLOAGUEN Cyrille, « Les forces armées russes ont dix ans », le courrier des pays de l'Est, n°1022, février 2002.

(5) TRENIN Dmitri, « Stratégie russe : une difficile naissance », Politique étrangère, n°1/1997.

l'Etat et les capitaux privés ont du mal à assurer.

De plus la faiblesse des commandes d'Etat et des exportations, au regard de la taille de l'industrie militaire, cause le déclin de pans entiers du secteur des armements.

13- Structure des forces

En héritant des deux tiers des effectifs de l'armée rouge, soit près de 2,8 millions d'hommes au moment de leur création, les forces armées russes doivent s'adapter aux exigences de la nouvelle société libérale et dans le même temps gérer le chaos interne qui a résulté de leur retrait d'Europe centrale et orientale, des Etats baltes, d'Azerbaïdjan et de Mongolie.

Cette "pagaille militaire post-soviétique" selon TRENIN ⁽¹⁾, donne lieu à d'énormes transferts d'hommes et matériels à travers les différents membres de la CEI et les ex-Etats du pacte de Varsovie. Au total près de 700000 hommes et 50000 armes lourdes ont dû être redéployés ⁽²⁾.

Dans ce partage, selon le général Gratchev ministre de la défense de 1992 à 1996, la Russie aurait reçu les unités les moins aguerries dites de 'deuxième échelon stratégique' ; les unités les plus performantes, dotées de l'équipement le plus récent étant restées en dehors de la fédération ⁽³⁾.

En mai 1992, l'armée russe compte pratiquement autant de cadres (les officiers soviétiques étaient en très grande majorité d'origine slave) que d'hommes de troupe, ses unités sont totalement désorganisées par le retour de leurs membres dans leur pays d'origine et presque aucune n'est en effectif complet.

Cette désorganisation a été un des facteurs aggravant du désastre de la première guerre de Tchétchénie ⁽⁴⁾.

Ce déséquilibre entre les catégories de personnels se traduisait encore en 2002 par un manque d'officiers de niveau « commandant d'unité » estimé à cinq mille et par un besoin particulier de spécialistes de chars et d'artillerie pour l'armée de Terre et de Mer.

Dans le même temps, on notait un excès du nombre de généraux et de colonels ⁽⁵⁾ ; excès qui si des mesures de restriction n'étaient prises, atteindrait en janvier 2006, 250 pour les

(1) (2) TRENIN Dmitri, « Stratégie russe : une difficile naissance », Politique étrangère, n° 1/1997.

(3)(4) GLOAGUEN Cyrille, « Les armées russes ont dix ans », courrier des pays de l'Est, n° 1022 février 2002.

(5) SOLOVIEV Vadim, « La réforme militaire russe », AGIR, REVUE GENERALE DE STRATEGIE, n° 11/12, Eté-Automne 2002.

Généraux et 3000 pour les colonels.

14- Problèmes sociaux

L'armée russe a été affectée par les bouleversements socioéconomiques provoqués par l'effondrement de l'URSS.

Son budget, fixé à 3,5% du PIB (en réalité très souvent en deçà ⁽¹⁾) depuis l'époque Eltsine, doit désormais, contrairement au temps de la guerre froide où l'industrie de défense et l'armée bénéficiaient d'un traitement prioritaire dans l'allocation des ressources, tenir compte des capacités économiques du pays et des besoins de la population.

Dans le nouveau contexte libéral et en attendant la mise en œuvre et la conduite à leur terme des divers projets de réformes des forces, les conditions de vie des militaires se sont dans l'ensemble dégradées.

Le bas niveau des soldes (lorsqu'elles sont payées) oblige de nombreux militaires à prendre un second emploi (chauffeur de taxi ou homme de main d'une mafia locale...).

En 2001, 46,2% des familles de militaires vivaient en dessous du seuil de pauvreté ⁽²⁾.

Un des problèmes sociaux les plus cruciaux, est celui du logement : en 2002, les familles en attente de logements représentaient 168500 personnes ⁽³⁾.

En 2001, plus de 71000 familles de militaires vivaient encore dans de simples baraquements tandis qu'une partie de flotte du Pacifique ne naviguait plus, les familles vivant à bord des navires ⁽⁴⁾.

La situation des anciens militaires n'est en général pas plus reluisante. Une grande majorité d'entre eux quitte l'armée sans avoir droit à une pension : 60% des 450000 soldats ayant quitté les forces armées russes entre 1991 et 1996 sont dans cette position ⁽⁵⁾.

Cette situation de dénuement et de précarité favorise la corruption, la collusion avec les mafias et la criminalité. En 1997, 18000 officiers dont 26 généraux et une centaine de colonels ont été mis en examen pour acte criminel et en 1998, 70% des délits étaient liés au trafic de drogue ⁽⁶⁾. Le pourcentage des actes criminels est en progression.

(1) FACON Isabelle, « Armée russe : réformes, contraintes, ambitions », Revue internationale et stratégique, n°38, été 2000.

(2)(3) SOLOVIEV Vadim, « La réforme militaire en Russie », AGIR-REVUE GENERALE DE STRATEGIE, n°11/12, Eté-Automne 2002.

(4)(5)(6) GLOAGUEN Cyrille, « Les forces armées russes ont dix ans », le courrier des pays de l'Est, n°1022, février 2002.

En 2002, plus de 28000 infractions judiciaires et plus de 700 affaires pénales ont été constatées au sein des forces armées ⁽¹⁾.

Parallèlement à ce bas niveau social, de nombreux témoignages et articles rendus maintenant possibles grâce à la libéralisation politique, ont décrié l'existence de la violence et de la maltraitance (*dedovchtchina*) dans les casernes et ont contribué à altérer l'image de l'armée et par conséquent, à faire naître une désaffection croissante pour cette institution au sein de la jeunesse.

Les jeunes, soutenus par leurs parents, sont de plus en plus nombreux à choisir l'insoumission pour échapper au service militaire. Selon les statistiques officielles, environ 10 à 15% des 4000000 jeunes convoqués chaque année par le bureau militaire, entrent effectivement dans le service ⁽²⁾.

En résumé, les forces armées et le complexe militaro-industriel russes nécessitent une profonde restructuration dès 1992.

La nature et l'ampleur de cette restructuration seront déterminées par les capacités financières et les ambitions internationales de la nouvelle fédération.

(1) SOLOVIEV Vadim, « La réforme militaire en Russie », AGIR-REVUE GENERALE DE STRATEGIE, n°11/12, Eté-Automne 2002.

(2) DAUCE Françoise, « L'insoumission en Russie », le courrier des pays de l'Est, n°1022, février 2002.

L'objectif stratégique principal de la Russie est de devenir une grande puissance moderne : économiquement forte, technologiquement avancée, socialement développée et politiquement (donc aussi militairement) influente ⁽¹⁾. En attendant d'atteindre cet objectif, la nouvelle fédération, forte de ses énormes potentialités et de ses acquis scientifiques et technologiques (immense réservoir de matières premières et surtout d'hydrocarbures, avancées dans le domaine spatial, première armée d'Europe...) entend jouer un rôle majeur sur la scène internationale et surtout dans son « étranger proche ». Dans un climat de méfiance à l'égard de ses partenaires (surtout occidentaux), elle privilégie le facteur économique dans ses relations extérieures afin de se doter des moyens de bâtir un outil de défense à même de soutenir ses ambitions de puissance indépendante.

21- les relations de la Russie avec l'espace ex-soviétique⁽²⁾.

Depuis 1991, une préoccupation constante chez les dirigeants russes a toujours été d'organiser les pays issus du démembrement de l'URSS comme pour constituer « une sorte de barrière de sécurité » face au monde occidental mené par les Etats-Unis.

Dans ce contexte, la communauté des Etats indépendants (CEI) voit le jour le 8 décembre 1991 sous l'initiative de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie et sera étendue aux républiques d'Asie centrale et de la Transcaucasie à l'exception de la Georgie.

En août 1992, E. Ambartsoumov (président des affaires internationales du Parlement) soulignait que l'espace post-soviétique constituait la sphère des intérêts vitaux de la Russie et devait rester sa zone d'influence exclusive.

En février 1993, Eltsine affirme qu'une « responsabilité particulière » incombait à la Russie en tant que garante de la stabilité dans cette région et appela les organisations internationales compétentes (ONU, CSCE...), à lui accorder des « prérogatives spéciales ».

Dès 1992, la Russie est confrontée à des défis majeurs dans les domaines militaires (gestion des arsenaux nucléaires, création d'une armée fédérale...) économiques et politiques (transition vers l'économie de marché, interdépendances fortes héritées de l'économie planifiée entre les anciennes républiques).

(1) NIKONOV Vyacheslav, Rossiiskaya gazeta, 22 décembre 2004.

(2) de WILDE d'ESTMAEL Tanguy, SPETSCHINSKY Laetitia (Dir), La politique étrangère de la Russie et l'Europe, Enjeux d'une proximité

De plus les représentants des pays de la CEI étaient dans leur ensemble, surtout entre 1992 et 1996, opposés à ce que Moscou joue un rôle prédominant dans l'espace post-soviétique. Lorsque Poutine accède au pouvoir le 31 décembre 1999, les positions de la Russie en ex-URSS n'ont jamais été aussi menacées.

La CEI sur laquelle il comptait pour la réintégration économique, militaire et politique est en crise et la Russie encore sous les effets de la crise financière de 1998 se rend compte qu'en ex-URSS comme ailleurs, son influence se réduit désormais.

Ce déclin de l'influence de la Russie dans son « étranger proche », a été principalement causé par la défaite militaire de la première guerre de Tchétchénie en août 1996. Défaite qui a en outre mis en évidence les limites du facteur militaire comme vecteur d'influence de la Russie.

L'élargissement de l'OTAN en 1996-1997 a aussi contribué au déclin de l'influence de Moscou.

Entre 1996 et 1999 un certain nombre d'initiatives opposées à la politique d'influence de la Russie, sont prises au niveau de certains pays de la CEI.

La communauté a vu se développer en son sein, des rapprochements transversaux excluant Moscou. L'exemple le plus patent de ces rapprochements est le GUAM : association informelle créée en 1997 par la Georgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie auxquels s'est joint l'Azbékistan en avril 1999. Ces pays promeuvent la mise en place de réseaux de communication contournant la Russie et ont engagé une coopération renforcée avec l'OTAN dans le cadre du partenariat pour la paix.

En 1999, la Georgie, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan refusent de proroger leur participation au traité de sécurité collective de la CEI.

La même année, la plupart des nouveaux Etats indépendants (NEI) participent au sommet anniversaire de l'OTAN à Washington alors que Moscou dénonçait l'agression de l'alliance sur la Yougoslavie.

Redynamisation de la politique extérieure russe dans son « étranger proche ».

Poutine réaffirme le caractère prioritaire des relations avec la CEI.

Une conjonction économique plus favorable et une meilleure coordination de la politique proche étrangère en exploitant notamment au mieux les nouveaux vecteurs d'influence (économie, énergie, infrastructures...) ont permis à Moscou de renforcer ses positions dans la CEI.

Les années 2000-2001 furent particulièrement favorables à la Russie en ex-URSS.

Ses positions se sont maintenues dans les pays où elles étaient fortes (Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizie, Tadjikistan, Arménie).

Elle reprend aussi l'initiative dans plusieurs pays où ses positions étaient entamées.

-En Azerbaïdjan, suite à une visite de Poutine en janvier 2001, un accord fut signé autorisant l'utilisation par les forces armées russes de la station radar d'alerte avancée de Gabala tandis que la position des compagnies russes se trouvait renforcée dans le bassin caspien ;

-En Ukraine, l'accroissement de l'influence russe dépasse le cadre économique. Les 16 et 17 janvier 2001, les deux Etats signent un accord de coopération militaire pour 2001 tandis que d'importantes coopérations industrielles sont relancées dans le domaine de l'armement. Par ailleurs, l'Ukraine se rallie à la position russe sur la défense anti-missile à l'ONU et consent à la coordination des deux politiques des pays à l'égard des structures européennes de sécurité.

En résumé, la Russie entend de façon naturelle, être l'acteur majeur (à défaut d'être l'unique) dans l'espace ex-soviétique. Mais depuis 2001, le déploiement de militaires américains en Ouzbékistan et en Kirghizie a brisé le tabou de son monopole en matière de sécurité dans cette région.

22- Les relations de la Russie avec l'Union Européenne (UE), l'OTAN et les Etats-Unis^(*).

La Russie et ses partenaires occidentaux se reconnaissent des intérêts communs considérables (stabilité des zones de conflit, lutte contre le terrorisme et autres trafics illicites, criminalité transnationale organisée,...) mais les relations qu'ils entretiennent sont en permanence basées sur la méfiance réciproque.

Une méfiance persistante.

L'arrivée de l'OTAN aux frontières de la Russie et l'inclusion dans l'alliance de trois anciennes républiques soviétiques, la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie, a constitué un choc psychologique dans l'opinion publique, l'appareil d'Etat, et les forces armées à l'heure où Moscou peine à moderniser son appareil de défense.

(*) « LA RUSSIE FACE A L'UNION EUROPEENNE ET A L'OTAN ELARGIES », rapport d'information du Sénat, N°317, session ordinaire 2003-2004, annexe au procès-verbal de la séance du 19 mai 2004.

L'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999 et le fait que désormais l'alliance puisse effectuer des opérations « hors zone » en partie pour répondre aux priorités de la politique américaine, constituent autant de frictions dans les relations russo-otaniennes.

D'autres actes alimentent le climat de méfiance ⁽¹⁾.

Le retrait de Washington du traité ABM en 2001, l'annonce en février 2002 d'instructeurs américains en Georgie suscitèrent de fortes crispations en Russie.

Contrairement à la déclaration commune Bush/Poutine du sommet de Saint-Pétersbourg en mai 2003, Washington et Moscou continuent de se comporter en rivaux dans l'espace ex-soviétique.

Un autre motif de tension entre la Russie et l'OTAN, est que quatre nouveaux membres de l'alliance dont surtout les trois républiques baltes, n'ont toujours pas adhéré au traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE). La Russie craint que l'OTAN ne profite de cet état de fait pour procéder à des concentrations de troupes ou de matériels dans les pays baltes à proximité de sa frontière.

L'ouverture en octobre 2003 par la Russie d'une base aérienne à Kant en Kirghizistan, dans une volonté de faire contrepoids à la présence américaine dans la région est l'une des manifestations de cette tension.

En dépit de la méfiance réciproque, la Russie et l'Union européenne se reconnaissent des intérêts communs.

Partenaire essentiel pour l'union européenne et l'OTAN.

Malgré la tension suscitée par les deux élargissements, d'importants progrès ont été réalisés pour la mise en place d'un cadre constitutionnel, tant avec l'UE qu'avec l'OTAN, consacrant le partenariat stratégique avec la Russie ⁽²⁾.

L'union européenne considère comme essentiel, un partenariat avec la Russie, acteur majeur du continent européen.

La relation Russie/UE fondée sur l'accord de partenariat et de coopération de 1994 et sur la stratégie commune de l'UE adoptée en 1999, vise la consolidation de la démocratie,

(1) « La politique étrangère de la Russie et l'Europe », de WILDE d'ESTMAEL Tanguy, SPETSCHINSKY Laetitia (Dir), P.I.E.-Peter Lang, 2004.

(2) « La Russie face à l'Union européenne et à l'OTAN élargies », rapport d'information du Sénat N°317, session ordinaire de 2003-2004, annexe au procès verbal de la séance du 19 mai 2004.

l'intégration de la Russie dans un espace économique et social commun et dans le système international, la coopération pour la stabilité et la sécurité en Europe.

En mai 2003, la Russie et l'Union européenne décident de construire un partenariat stratégique basé sur quatre « espaces communs » qui sont : les aspects économiques et commerciaux, les aspects justice et affaires intérieures, les questions éducatives et culturelles.

Au sommet Russie/UE du 21 mai 2004, l'UE donne son accord pour l'entrée de la Russie dans l'OMC.

Sur le plan économique et social, la relation Russie/UE s'est renforcée ces dernières années. Plus de 50% du commerce russe s'effectue actuellement avec l'UE contre 38% avant l'élargissement. La Russie fait partie des principaux fournisseurs d'hydrocarbures à l'UE (20% des besoins) et assure à elle seule le tiers des approvisionnements européens en gaz. La Russie contribue à 5% du commerce total de l'UE avec un volume de marchandises échangées représentant 92 milliards d'euros en 2003.

En ce qui concerne ses **relations avec L'OTAN et les Etats-unis**, la Russie, dans l'incapacité d'empêcher la présence de ces deux acteurs occidentaux dans son « étranger proche », joue la carte du réalisme.

Le 23 septembre 2003 à la réunion de Sotchi à laquelle assista Poutine et les principaux responsables de la sécurité russe, fut approuvée au plus haut niveau, la coopération avec Washington en Asie centrale.

Après l'acte fondateur OTAN-Russie de 1997, les relations ont évolué avec la création en mai 2002 du conseil OTAN-Russie au sein duquel la Russie siège sur pied d'égalité avec chacun des pays de l'alliance.

Depuis 2002, les discussions dans ce conseil visent à promouvoir la coopération OTAN-Russie en matière de sécurité. Notamment le développement de l'interopérabilité des systèmes de défense antimissile de théâtre, les modes de décision politique pour de futures opérations conjointes de maintien de la paix. Un exercice de gestion civile de crise s'est déroulé en juin 2004 tandis qu'un autre portant sur la préparation et la conduite d'une opération conjointe de maintien de la paix était prévu à l'automne de la même année.

La Russie attend de ce partenariat une assistance pour la mise en œuvre de son appareil de défense. Lors de la réunion du conseil OTAN-Russie de juin 2004 à Istanbul, la Russie annonce sa volonté de participer à la manœuvre de l'OTAN en méditerranée « active endeavor » et propose de fournir un soutien indirect à la FIAS en Afghanistan.

Malgré les points de friction, il existe donc une coopération en développement entre la Russie et l'OTAN.

23-Les relations de la Russie avec le monde asiatique^(*)

La Russie accorde une grande importance à ses relations avec l'Asie ou elle entend jouer un rôle majeur.

-la Chine

Dans ces relations que Moscou veut avant tout pragmatiques, prédomine le facteur économique. Le premier pays d'intérêt pour la Russie est la Chine avec laquelle elle entretient des relations stratégiques qui mettent en avant le concept de 'multipolarité' depuis la fin des années 80.

En 1999, la Chine et la Russie signent une nouvelle déclaration commune « pour un monde multipolaire et la mise en place d'un nouvel ordre international ». Le partenariat sino-russe s'affirme donc contre toute forme d'hégémonie c'est-à-dire en premier lieu contre la superpuissance américaine.

Pour la Chine, il s'agit de s'allier avec la Russie pour contrer l'hégémonie américaine.

Dans cette posture anti-hégémonique, les deux pays défendent la primauté de l'ONU sur tout autre pays quelque puissant soit-il, pour le règlement des différends internationaux.

Ce partenariat se traduit par la signature de plusieurs accords sur la mise en place de mesures de confiance militaires entre la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, dont l'accord de Shanghai de 1996. En application des ces accords qui prévoient une réduction mutuelle des forces et leur retrait au-delà d'une bande de 100 km de chaque côté de la frontière, des observateurs chinois ont assisté au premier retrait des forces russes le 15 octobre 1999.

Dans le cadre de la coopération militaire, des officiers chinois suivent des stages en Russie depuis 1996 et les contacts se multiplient entre les deux armées. Les deux pays ont aussi signé en 1999 un accord militaire dans les domaines de la formation et de l'entraînement.

En octobre 1999, deux bâtiments de la marine russe participent pour la première fois à un exercice naval conjoint en Chine. Dans le domaine spatial, des astronautes chinois

(*)-NIQUET Valérie, « Chine-Russie : quel partenariat stratégique ? », La revue internationale et stratégique, n°38, été 2000.

-NYGREN Bertil, « Russian military policy and strategy », edited by Pentti Forsstrom and Erko Mikkola, Department of strategic and defence studies, serie 2 n°27, 2004. National Defence College of Finland.

bénéficient des capacités d'entraînement russes.

Sur le plan économique, la Chine est le plus grand client pour l'industrie de l'armement russe. Le commerce de l'armement et le transfert de technologies constituant d'ailleurs l'essentiel de la coopération militaire.

D'autre part la Russie a aussi cherché à attirer la Chine vers l'exploitation du pétrole de Sibérie à travers notamment le projet de pipeline jusqu'en Manchourie ; réalisation qui jusque là n'a pas encore vu le jour par manque de financement.

Mais à coté de tous ces aspects qui montrent le renforcement des relations sino-russes, Moscou perçoit toujours Pékin comme une menace sur le plan démographique^(*). En effet, la Russie partage une frontière de plus de 4000 km dans son extrême orient avec le pays le plus peuplé de la planète et est confrontée à une immigration massive et incontrôlée de ressortissants chinois. La Russie a seulement sept millions d'habitants sur cette partie de son territoire alors qu'en face la chine en compte 400 millions dans ses provinces du nord. Le Kremlin se trouve donc confronté au risque de perdre le contrôle de la Sibérie et de l'extrême orient.

Par ailleurs les relations sino-russes ont été affectées par le rapprochement de la Russie et des Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001 et plus tard, par l'opération américaine en Afghanistan via l'Asie centrale.

-**L'Inde** est le deuxième plus gros client de la Russie en matière en matière d'achat d'armement. En 2000, Poutine qualifia ce pays de 'partenaire stratégique' et l'invita à rejoindre l'alliance anti-hégémonique sino-russe mais compte tenu des tensions sino-indiennes ce souhait ne put se réaliser.

-Les relations **russo-japonaises**, en dépit du problème des îles Kouriles non encore réglé et le traditionnel manque de confiance du Japon en la Russie, se sont améliorées depuis 1997. Moscou voit en le Japon la seule source de capitaux susceptible de contribuer au développement de l'extrême orient russe. En 2002, tout comme pour la Chine, la Russie essaya d'attirer le Japon vers l'exploitation du pétrole de Sibérie notamment par le projet

(*) LUDMILLA SELEZNEVA, « Russian foreign policy: between doctrine and pragmatism », EUROPEAN SECURITY, vol.11, winter 2002, n°4, Editor Rick Fawn, University of St Andrews.

de construction d'un pipeline jusqu'à Nakhodka.

-Contrairement à Eltsine qui s'est limité à développer des relations économiques avec la **Corée du sud**, Poutine a cherché à jouer un rôle politique en **Corée du nord**. Sa visite en Corée du nord en 2000 s'est traduite par la signature d'un traité d'amitié.

-Après la fermeture de la base navale russe au **Vietnam** le Kremlin entretient avec ce pays des relations essentiellement économiques.

-Moscou développe des relations économiques avec **Taiwan**. Une représentation taiwanaise a été ouverte à Moscou dès 1993 et une représentation russe à Taiwan en 1996. Une route de transport maritime directe a été inaugurée en 1998 et de nombreuses délégations économiques circulent entre les deux pays.

Tout comme avec le Japon et la Chine, Moscou souhaite le développement des investissements taiwanais en Russie, particulièrement dans la zone extrême-orientale.

Au total, la Russie pour réaliser son ambition de puissance moderne, est actuellement préoccupée par le redressement de sa situation économique qui lui permettra de consolider son outil de défense. Elle pratique une plus grande ouverture sur le plan international pour mieux défendre ses intérêts et accorde une prédominance au facteur économique dans ses relations avec ses partenaires qu'ils soient occidentaux ou asiatiques.

Le fait militaire est donc au cœur de cette ambition et est incontournable comme le dit Sergei Ivanov ministre de la défense : « qu'on le veuille ou non les forces armées demeurent un moyen pour atteindre les objectifs politiques et sont très efficaces pour affronter les menaces à la sécurité globale qui sont le terrorisme et les armes de destruction massive » ⁽¹⁾.

La posture militaire actuelle de la Russie semble plus celle que lui impose ses contraintes socioéconomiques que le résultat d'un choix à long terme.

Dans ce contexte, comment conduire sereinement la restructuration des forces ? Le bilan mitigé de la réforme en cours, est dans une large mesure, dû à l'ambiguïté du discours politico-militaire ⁽²⁾.

(1) VENTSLOVSKY Aleksei, " Building the army of the XXI^e century", Krasnaya Zvezda, December 11, 2004.

(2) "...incertitudes et ambiguïtés du débat militaire russe, source d'une dispersion des ressources et des énergies que l'Etat est en mesure de consacrer à la restructuration de son appareil militaire.", FACON Isabelle, l'Economie politique, n°21, Trimestriel -janvier 2004, p.67.

TROISIEME PARTIE : LA REFORME EN COURS

Les premiers débats sur la réforme des forces soviétiques dont les deux tiers constitueront l'armée russe en 1992, remontent à 1987.

En ce qui concerne l'armée russe, sa restructuration annoncée depuis sa création et dont l'objectif a toujours été de la rendre plus compacte, plus mobile et mieux équipée, tout en tenant compte prioritairement de la situation économique du pays, a été timide sous la présidence de Boris Eltsine pour des raisons politiques et financières. En effet, manquant les ressources pour lancer les réformes annoncées et surtout soucieux de se garantir le soutien des forces armées, Eltsine permet à leur hiérarchie majoritairement peu favorable au changement, de monopoliser le débat sur les questions militaires et de sécurité. Le programme de réforme des forces armées et du complexe militaro-industriel de la nouvelle fédération, a été redynamisé sous le président Poutine.

Au moment de la première guerre de Tchétchénie, les forces armées russes se présentent comme une forme dégradée de l'armée rouge. L'essentiel de leurs unités désorganisées, est constitué d'éléments rapatriés des autres Etats de la CEI ou d'Europe.

Cette situation défavorable explique en partie le désastre pour les forces fédérales durant ce premier conflit interne qui révèle l'ampleur de leur déliquescence (incompétence, corruption, violence, sous équipement, ...).

D'autre part, la démonstration de force de l'armée américaine pendant la première guerre du golfe et plus tard les opérations de l'OTAN en ex-Yougoslavie, ont permis aux experts militaires russes de mesurer le gap technologique grandissant entre Moscou et Washington surtout dans le domaine des systèmes de contrôle, du renseignement et des liaisons.

La politique de Poutine est marquée par la réaffirmation de la subordination du militaire au politique et par une redynamisation des projets de réforme de l'armée, malgré l'opposition d'une large partie de sa haute hiérarchie qui a encore du mal à raisonner hors des schémas soviétiques.

Pour les réformateurs, la première guerre du golfe est la preuve qu'il faut réduire les effectifs et moderniser le matériel de l'armée.

31- Les grandes étapes de la réforme.

On peut distinguer deux moments dans le processus de réforme depuis 1992.

a /- Sous Eltsine.

-La période 1992-1997 qui comprend la première guerre de Tchétchénie (Dec.1994), une échéance électorale (présidentielles de juin/juillet 96), a été marquée par de vives tensions entre le politique et le militaire et par des rivalités entre les différentes composantes de l'armée. C'est dans ce climat défavorable que le général Pavel Gratchev ministre de la défense de la nouvelle Russie de 1992 à 1996 a décidé avec un cercle restreint d'officiels et en contournant pratiquement la haute hiérarchie militaire, l'engagement de l'armée dans la première guerre de Tchétchénie.¹ Quant au général Igor Rodionov ministre de la défense de 1996 à 1997, il a été limogé parce qu'il estimait la conduite des réformes impossible dans les conditions budgétaires et politiques fixées par le gouvernement.

-La seconde période commence à partir de 1997 avec la nomination du maréchal Igor Sergueev comme ministre de la défense, fonction qu'il continuera d'assumer après l'élection de Poutine à la présidence de la Russie en mars 2000.

Cette période a connu des évolutions plus substantielles sur la voie de la restructuration de l'armée et une nouvelle évaluation de la menace. En effet dans le concept de défense de 1997 on lit : « ...le danger d'une agression directe sur la fédération de Russie a diminué, cela ouvre des possibilités totalement nouvelles de mobiliser des ressources en vue de résoudre les problèmes intérieurs... »⁽²⁾. Le président Eltsine signe le 7 août 1997 la version définitive du programme de réforme des armées jusqu'en 2005.

Le nouveau ministre Sergueev, contrairement à son prédécesseur le général Rodionov qui exigeait plus de ressources avant de lancer les programmes de réforme, déclarait en 1997 : «... nous sommes réalistes, nous nous fondons sur les moyens concrets que le pays est en mesure, aujourd'hui et demain, de consacrer à la défense ».

Son objectif, en harmonie avec le Kremlin, était de lancer les bases d'une réforme militaire progressive appelée à se faire plus ambitieuse à l'horizon 2005.

Le projet de réforme de 1997 puis le programme d'Etat sur le développement militaire de l'été 1998 visaient l'optimisation de la structure des forces et leurs effectifs, la

(1) FACON Isabelle, « Armée russe : réformes, contraintes, ambitions », Revue internationale et stratégique, n°38, été 2000.

(2) Rossijkaja gazeta, 26 décembre 1997.

suppression des éléments redondants dans le double souci de réaliser des économies et d'améliorer le niveau qualitatif des unités.

Ce projet comprend deux grandes étapes : la première de 1997 à 2000 et la seconde de 2001 à 2005. ⁽¹⁾

Durant la période 1997-2000 l'accent serait mis sur la recombinaison des grandes composantes de l'armée. On inclurait dans les forces de missiles stratégiques (RVSN) les forces spatiales (VKS) et les forces de défense ABM (VRKO). Il y aurait la fusion entre les forces aériennes (VVS) et la défense anti-aérienne (PVO). Parallèlement à cette restructuration, les effectifs estimés à 1,7/1,8 millions en 1997 seraient réduits à 1,2 millions à l'horizon 2000 l'objectif visé étant un volume définitif de 1 million à partir de 2005.

L'étape 2001-2005 verrait l'amélioration de la préparation opérationnelle, la modernisation des équipements ainsi que l'organisation à l'horizon 2005, de la défense sur le principe des trois « milieux » Terre Air Aérospatial.

Le projet prévoit le passage à terme à une organisation de la défense sur un mode territorial conjuguée à une plus grande souplesse dans l'emploi des forces, permise par la constitution de forces mobiles. A terme, il devra y avoir homogénéisation des structures de commandement et d'administration territoriales dans le cadre de la réforme des régions militaires (VO) qui consolideront autour d'elles sur leur territoire, toutes les forces militaires et paramilitaires rattachées à d'autres ministères et agences de l'Etat.

Au lieu de réservoirs de forces comme par le passé, les régions deviendraient ainsi de véritables commandements opérationnels.

b /-Sous Poutine.

Les actions profondes de réforme ont commencé en janvier 2000 avec le Président Poutine. Les documents principaux qui devaient régir la construction militaire ont été signés dès son arrivée. Les premiers documents signés par Poutine en tant que Président sont *la conception de la sécurité nationale, la doctrine militaire, la doctrine de la politique extérieure et la doctrine navale.* ⁽²⁾

(1) FACON Isabelle, « Armée russe : réforme, contraintes, ambitions », La revue internationale et stratégique, n°38, été 2000.

(2) SOLOVIEV Vadim, « La réforme militaire en Russie », AGIR-REVUE GENERALE DE STRATEGIE, Eté-Automne 2002.

La nouvelle doctrine militaire fixe quatre objectifs prioritaires pour le reforme ⁽¹⁾ :

- création de groupes mixtes composés de forces appartenant aux différentes structures de l'armée ;
- amélioration du système de mobilisation, de l'état d'alerte des forces et des diverses administrations des armées ;
- amélioration de la logistique, de l'armement et de la préparation aux opérations menées par les forces militaires conventionnelles ;
- renforcement de la capacité de dissuasion, essentiellement par les armes nucléaires.

Pour éviter que le conflit ouvert entre Igor Sergueev ministre de la défense et Anatolii Kvashin, chef d'état-major n'influe négativement sur les reformes et surtout pour mieux contrôler leur mise en œuvre, Poutine transfère la responsabilité de la restructuration des forces, de l'état-major au conseil de sécurité de la fédération de Russie, entité politique interministérielle sous direction présidentielle.

La volonté de marquer la subordination du militaire au politique, amorcée sous Eltsine, est ainsi fortement réaffirmée par Poutine.

De plus, un autre fait qui sous-tend l'idéologie des reformes militaires depuis 1992, est la prise en compte du facteur socioéconomique : l'objectif visé est que les forces armées ne soient pas un fardeau à porter pour l'économie du pays et qu'en même temps elles soient aptes à remplir leurs missions.

Sous Poutine, le conseil de sécurité élabore un nouveau plan de reforme militaire sous le titre « *Les bases (les concepts) de la politique gouvernementale de la fédération de Russie pour la reconstruction militaire jusqu'en 2005* » ⁽²⁾.

Pour mettre en œuvre ce nouveau programme, Sergei Ivanov est nommé ministre de la défense en 2001.

Ce plan prévoit la diminution de 360000 hommes les effectifs de l'armée qui dans un délai de trois à quatre ans ne devrait plus avoir qu'un volume de 850000 personnes.

Dans ce processus, l'armée de Terre qui devra à elle seule perdre 180000 hommes, devra évaluer par sa taille, l'armée de Terre japonaise ⁽³⁾.

Parallèlement aux efforts de restructuration, un plan des reformes prioritaires dans le

(1)(2)(3) SOLOVIEV Vadim, « La reforme militaire en Russie », AGIR-REVUE GENERALE DE STRAZTEGIE, n°11/12 Eté-Automne 2002.

système de formation des cadres et de l'enseignement militaire, le projet « *conception des réformes du système de formation des cadres et de l'enseignement militaire dans la Fédération de Russie jusqu'à 2010* » est élaboré ⁽¹⁾.

Le processus de **professionnalisation** de l'armée fut lancé par Poutine en novembre 2001. Cette nouvelle orientation de l'armée devant se traduire par la suppression progressive de la conscription en vue de doter la Russie de forces professionnelles plus mobiles et aux dimensions plus restreintes. Ce processus devrait faire l'objet d'un plan du ministère de la défense, et serait d'abord lancé dans des unités pilotes dont les effectifs seraient composés intégralement d'hommes engagés sur contrat .

En ce qui concerne l'ensemble de l'industrie de défense (EID), la réforme n'a réellement commencé dans ce domaine qu'à partir de l'arrivée au pouvoir de Poutine.

Trois documents officiels définissent les objectifs, buts, et les échéances des réformes ⁽²⁾

- *le programme gouvernemental d'armement jusqu'à 2010* ;
- « *les principes de la politique gouvernementale de la fédération de Russie et des perspectives de développement de l'ensemble des industries de défense* » ;
- le programme fédéral : « *la réforme et le développement pour la période 2002-2006* ».

La volonté politique de redynamiser le processus de réforme de l'armée se traduit par un effort financier comme le traduit ici l'évolution du budget de la défense pour la période 2001-2003.

Budget de la défense russe pour la période 2001-2003 ⁽³⁾

	2001	2002	2003
Toutes dépenses (en milliards de roubles)	215	284	353
Dont dépenses pour les commandes de la défense (en milliards de roubles)	52	79	110
La part (en pourcentage) des dépenses pour les commandes de la défense.	24%	28%	31%

(1)(2)(3) SOLOVIEV Vadim, « La réforme militaire en Russie », Stratégie russe pour le XXI^e siècle, AGIR-REVUE GENERALE DE STRATEGIE, n°11/12, Été-Automne 2002.

32- Premiers résultats obtenus.

Même s'il est vrai que la mise en œuvre de la réforme se heurte à un certain nombre de difficultés dont surtout la crise financière, quelques résultats, certes encore mitigés dans l'ensemble, ont été obtenus au cours de la première décennie d'existence de l'armée russe. Des débuts de 1992 à la fin de 2003, les effectifs des forces armées sont passés de 2,8 millions à 1,13 millions d'hommes ⁽¹⁾. La répartition du budget de la défense est passée de 70% pour le fonctionnement et 30% pour l'investissement en 1992 à 56% pour le fonctionnement et 44% pour l'investissement en 2001⁽²⁾.

La coopération entre l'armée et les autres forces du ministère de l'intérieur est améliorée (cela fut démontré au cours du second conflit tchétchène) et a permis de s'orienter vers l'instauration progressive d'un système unique d'acquisition des matériels pour toutes les forces.

Pour les **forces terrestres**, la fusion de régions militaires de la Volga et l'Oural puis de celles de la Sibérie et du Transbaïkal fut réalisée en 2001.

La professionnalisation de la 76^e division parachutiste de Pskov est achevée en 2003.

Dans le domaine de l'**industrie de la défense**⁽³⁾, l'Etat met de l'ordre en créant en 1994 l'agence *rosvooroujenie* pour superviser l'ensemble des exportations du pays.

En 2000, l'ensemble des structures en charge des exportations et de la coopération militaire est placé sous la responsabilité directe de la présidence via le ministre de la défense au sein de l'agence *rosoboronekспорт*. En outre, l'ensemble de l'industrie a été restructuré en quatre agences : armements classiques- engins spatiaux- navires- systèmes de commandement.

Malgré les difficultés, cette industrie reste une branche importante et en pleine progression de l'économie de la Russie dont la part dans le commerce mondial des armements est en augmentation depuis la fin de l'URSS.

Au niveau de l'**Armée de l'air** (voyenno-vozdushnyye sily-**VVS**) et des **forces de défense aérienne** (Voyska Protivo-vozdushnoy Oborony - **PVO**) les restructurations suivantes furent opérées ⁽⁴⁾.

En mars 1998, la fusion des hauts commandements des VVS et des PVO fut réalisée.

(1)(2)(3) FACON Isabelle, « Les ambivalences de la transformation des forces armées russes », L'Economie politique, n°21, Trimestriel-janvier 2004.

(4) LEFEBVRE Stéphane, « The Reform of the Russian Air Force », conflict studies Research Center, Defence Academy of the United Kingdom, July 2002.

A la fin de 1998, les plus importantes composantes stratégiques des deux branches (VVS et PVO) furent réorganisées en :

- le District aérien et de défense aérienne de Moscou (qui deviendra en 2002, le Commandement de la zone centrale de défense aérienne) ;
- dans le secteur stratégique ouest, des armées aériennes et de défense aérienne sous contrôle opérationnel des commandants de Districts militaires ;
- deux corps d'armée aérienne et de défense aérienne indépendants, l'un dans l'Oural et l'autre dans la Volga.

L'aviation tactique fut restructurée en armées aériennes et de défense aérienne directement subordonnées au commandant en chef des forces aériennes mais sous contrôle opérationnel des Districts militaires.

Cinq armées de ce type existent aujourd'hui :

- la 6^e armée basée à St-Petersburg dans le District militaire de Leningrad ;
- la 4^e armée basée à Rostov-on-don, dans le District militaire du Caucase du nord ;
- la 11^e armée à Khabarovsk, dans le District militaire extrême oriental ;
- la 14^e armée à Chita dans le District militaire de la Sibérie ;
- la 5^e armée née de la fusion en 2001, des Districts militaires de la Volga et de l'Oural.

Pour la région de Moscou, le District aérien comprend l'ancien District de défense aérienne, la 16^e armée aérienne, une division aérienne, deux régiments de chasse et un régiment de transport. Le tout prit le nom de 16^e armée aérienne en 2001.

De 1998 à janvier 1999, les effectifs des forces aériennes passent de 318000 à 184594 et la fusion des PVO et des VVS se traduit en :

- 580 unités dissoutes ;
- 180 unités réorganisées ;
- 600 unités recevant une nouvelle subordination ;
- 32 bases aériennes fermées.

En 2001, l'inventaire des matériels des forces aériennes se présentait comme suit :

types	total
Bombardiers stratégiques :	244
avions de ravitaillement en vol	20
Aviation tactique	
Attaque au sol	586
Interception	952
Aviation de reconnaissance	226
Avions des centres d'entraînement	155
Surveillance et alerte aérienne	20
Aviation de transport	354
Avions des écoles de formation	680
Total (tous types)	3537

L'aviation stratégique ou encore l'aviation de long rayon d'action (*Dal'naya Aviatsiya-DA*) a vu ses effectifs passer de 25000 à 3000 hommes.

Elle a été restructurée en une armée aérienne comprenant deux divisions principales :
la 22^e division de bombardiers lourds du Donbass dans le sud de la Russie et ayant les bombardiers les plus modernes ;
la 79^e division de bombardiers lourds à Ukrainka dans l'extrême Est, et d'autres unités moins importantes.

Quant à **l'aviation de l'armée de terre** (*Aviatsiya Sukhhoputnykh Voysk – AVS*), de 1992 à 2000, le nombre de ses pilotes a été réduit de 50% et celui de ses hélicoptères de transport ou d'attaque est passé de 2000 à 900.

Durant la première décennie de son existence, la **Marine russe** a plutôt été réduite que réformée*. En 2002, selon son commandant en chef l'amiral Vladimir Kuroyedov, elle était en taille équivalente au quart de ce qu'elle était à l'époque soviétique.

Néanmoins une réforme de fond mais limitée fut opérée dans deux régions sensibles : Kaliningrad dans la mer Baltique et la péninsule Kamchatka dans le Pacifique.

A Kamchatka, il fut mis sur pied sous commandement Marine, un groupe composé de

(*) TSYPKIN Mikhail, « Rudderless in a storm: the russian navy 1992-2002 », Conflict Studies Research Centre, Defence Academy of the United Kingdom, December 2002.

forces navales (flottilles de forces mixtes et sous marins d'attaque), de forces aériennes et terrestres. La mission assignée à ce groupe étant la défense des péninsules de Kamchatka et de Chukotka.

Dans le Pacifique la structure de la flotte fut totalement changée. Les forces navales existantes, plusieurs brigades des forces terrestres et des unités d'appui aérien ont été restructurés en un groupe interarmé sous le commandement d'un officier de Marine secondé par trois adjoints Terre Air Mer.

33- Difficultés et obstacles.

La crise financière est la cause première du caractère mitigé du bilan de la restructuration de l'armée et de l'industrie de défense. En effet, les contraintes budgétaires obligent les dirigeants à une politique de « petits pas » pour la mise en œuvre des réformes et rendent difficile l'établissement de priorités. Les échéances des programmes sont souvent reportées et la professionnalisation, axe central de la restructuration de l'armée, est conduite à un rythme faible parce que coûteuse (surtout eu égard au budget de la défense) et devant se réaliser parallèlement au rééquipement général des forces.

Dans le domaine de l'industrie de défense condamnée à exporter pour survivre, la faiblesse des commandes gouvernementales et le poids du facteur social (soucis des représentants locaux de préserver des emplois dans un secteur qui souvent est l'activité principale salariée de la région), constitue un frein à la réforme.

A cette conjoncture économique particulièrement défavorable surtout entre 1992 et 1998, s'ajoutent d'une part les rivalités entre l'armée et les autres structures de forces et d'autre part l'ambiguïté du débat politique et la difficulté d'une grande partie de la hiérarchie militaire à sortir des schémas soviétiques.

Face aux contraintes budgétaires et aux incertitudes géopolitiques et stratégiques, les dirigeants russes semblent peiner à adopter une posture militaire définitive.

En Asie, la Chine voisine exerce une forte pression démographique, l'Inde et le Pakistan déjà détenteurs de l'arme nucléaire viennent d'être rejoints par la Corée du nord (selon les dirigeants de ce pays en février 2005).

A l'Ouest, l'Europe et les Etats-Unis, malgré les différents gestes de rapprochement ces dernières années, sont toujours perçus comme une menace.

Les décrets présidentiels russes n° 24 du 10 janvier 2000 et n°706 du 21 avril 2000 placent l'occident au premier rang des préoccupations de sécurité de la fédération et le double élargissement de l'OTAN et de l'UE puis la seconde guerre d'Irak sont autant de preuves pour l'élite russe de la volonté américaine de remilitariser les relations internationales.

Le document interne du ministère de la défense d'octobre 2003 souligne que « la Russie se réserve la possibilité de revoir ses plans d'organisation militaire de même que sa politique nucléaire dans le cas où l'OTAN persisterait dans son choix de se développer en tant que bloc militaire doté d'une doctrine offensive ».

Le 17 novembre 2004, dans une déclaration devant l'assemblée annuelle des cadres dirigeants de l'armée, Poutine dit que la Russie serait bientôt dotée de nouveaux systèmes d'armements (Topol-M) « qui n'existent pas et n'existeront pas dans les prochaines années, chez les autres puissances nucléaires »⁽¹⁾. Il affirma en outre à la même occasion, que la lutte contre le terrorisme n'allait pas empêcher la Russie de poursuivre un programme de réarmement et de modernisation de ses forces stratégiques : « il suffirait que nous affaiblissions notre attention concernant ses composantes de notre défense, qui forment le bouclier de missiles nucléaires, pour que nous nous trouvions confrontés à d'autres menaces »

La réforme de l'armée, comme le fait si bien remarquer Christopher N. Donnelly⁽²⁾, s'inscrit dans un cadre général qui est celui de l'avenir politique de la Russie elle-même. Cherchera-t-elle à se reconstituer en une puissance opposée à l'occident ? Ou se comportera-t-elle comme un partenaire de l'Europe et des Etats-Unis ? La réponse à cette question reste indéterminée et pourtant, c'est à partir d'elle que la nouvelle fédération déterminera son armée et sa restructuration à long terme.

Pour l'instant, consciente de ses limites financières, la Russie adopte une politique extérieure plus pragmatique que doctrinale et les actes posés dans le cadre de sa réforme militaire (renoncement au principe de non emploi en premier de l'arme nucléaire suite aux difficultés de financement des forces classiques, action ici et là pour sauver tel pan de l'industrie de défense,...), semblent plus s'inscrire dans l'urgence que dans la durée.

(1) « Poutine promet à son armée de nouvelles armes nucléaires », le Monde, 19 novembre 2004, p.2

(2) Christopher N. Donnelly, "Reshaping Russia's armed forces: security requirements and institutional responses", RUSSIAN MILITARY REFORM 1992-2002, Editors: Anne C. Aldis and Roger N. McDermott, p.296.

CONCLUSION

L'armée russe et son complexe militaro-industriel nécessitent dès 1992 et dans un environnement socio-économique bouleversé et donc peu favorable, une profonde réorganisation et un redimensionnement à la taille de la nouvelle fédération.

Le volume des forces, près de 2,8 millions d'hommes en 1992, constitue un fardeau insupportable pour l'économie du pays et des pans entiers de la gigantesque industrie de défense héritée de l'époque soviétique et essentiellement tournée vers l'exportation pour survivre, sont au bord de la faillite.

Désormais, dans le nouveau contexte libéral, les dépenses militaires doivent tenir compte des besoins de la société.

La réforme des forces en cours, conduite à « petits pas » du fait principalement du manque de financement, est aussi freinée par la difficulté qu'éprouve une partie des dirigeants russes et surtout de la hiérarchie militaire, à sortir des schémas de la guerre froide.

Dans cette phase transitoire caractérisée par les contraintes budgétaires et les incertitudes stratégiques et géopolitiques, la Russie semble peiner à adopter une posture militaire définitive.

Malgré quelques gestes de rapprochement et de coopération avec l'Ouest, la Russie considère l'OTAN comme une menace et accuse les Etats-Unis de chercher à militariser les relations internationales.

Soucieuse de se doter de capacités financières à même de soutenir une armée forte, elle privilégie, dans ses relations extérieures, le facteur économique sur l'idéologie.

BIBLIOGRAPHIE

Documents primaires et publications.

-Rapport d'information du Sénat, n°317 session ordinaire 2003-2004 sur LA RUSSIE FACE A L'UNION EUROPEENNE ET A L'OTAN ELARGIES.

-LEFEBVRE Stephane, « The Reform of the Russian Air Force », Conflict studies research centre, Defence Academy of the United Kingdom, July 2002.

-TSYPKIN Mikhail, "Rudderless in a Storm: the Russian Navy 1992-2002", Conflict studies centre, Defence Academy of the United Kingdom, December 2002.

-FACON Isabelle, " Evolution des doctrines et des discours militaires de Moscou depuis 1989: continuité, discontinuité", Fondation pour la recherche stratégique, Recherches et Documents n°23, novembre 2001.

Ouvrages.

-Anne C. Aldis and Roger N. McDermott, Russian Military Reform 1992-2002.

-de WILDE d'ESTMAEL Tanguy et SPETSCHINSKY Laetitia (Dir.), La politique étrangère de la Russie et l'Europe, enjeux d'une proximité, P.I.E- Peter Lang 2004.

-LOROT Pascal, Histoire de la perestroïka, Paris, PUF (Que sais-je ?), 1993.

Périodiques.

-DAUCE Françoise, « L'insoumission en Russie », le courrier des pays de l'Est, n°1022, fev.2002.

-FACON Isabelle, « L'ambivalence de la transformation des forces armées russes », l'Economie politique, n°21, trimestriel-janvier 2004.

-FACON Isabelle, « Armée russe : reformes, contraintes, ambitions », Revue internationale et stratégique, n°38, été 2000.

-GLOAGUEN Cyrille, « Les forces armées russes ont dix ans », le courrier des pays de l'Est, n°1022, fév.2002.

-Ludmilla Selezneva, « Post-Soviet Policy : between Doctrine and Pragmatism », EUROPEAN SECURITY, vol.11, winter 2002, number 4, Editor Rick Fawn, University of St Andrews.

-NIQUET Valérie, « Chine-Russie: quel partenariat stratégique? », La revue internationale et stratégique n°38.

-NYGREN Berti, "Russian Military Policy and Strategy", Department of strategic and defence studies, serie 2, n°27, 2004, National Defence College of Finland.

-SOLOVIEV Vadim, « La reforme militaire en Russie », Agir- Revue générale de stratégie, n°11/12, Été-Automne 2002.

-TRENIN Dmitri, « Stratégie russe : une difficile naissance », Politique étrangère, n°1/1997.

Articles de presse.

VENTSLOVSKY Aleksei, « Building the Army of the XXIe Century », Kranaya zvezda, 11 Dec. 2004.

“Poutine promet à son armée de nouvelles armes”, Le Monde, 19 novembre 2004, p.2.

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	2
INTRODUCTION.....	3
PREMIERE PARTIE : L'ETAT DE L'APPAREIL MILITAIRE.....	5
11-Insuffisance du financement des forces.....	5
12-Situation du complexe militaro-industriel.....	6
13-structure des forces.....	8
14-problèmes sociaux.....	9
DEUXIEME PARTIE : LES AMBITIONS INTERNATIONALES DE LA RUSSIE.....	11
21- Relations Russie/espace ex-soviétique.....	11
22- Relations Russie/Union Européenne, OTAN, Etats-Unis.....	13
23-Relations Russie/Asie.....	16
TROISIEME PARTIE : LA REFORME EN COURS.....	19
31-Les grandes étapes de la reforme.....	20
32-Les premiers résultats.....	24
33-Difficultés et obstacles.....	27
CONCLUSION.....	29
BIBLIOGRAPHIE.....	30/31

